



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 49 – 28 OCTOBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

SENEGAL :
INAUGURATION DE
LA CENTRALE
PHOTOVOLTAÏQUE
(SENERGY 2) A
BOKHOL

ZIMBABWE :
REGLEMENT DE
L'ENSEMBLE DES
ARRIERES DE PAIEMENT
DUS AU FMI

COTE D'IVOIRE :
PREMIERE NOTATION
EN MONNAIE LOCALE

LES INVESTISSEURS
SUD-AFRICAINS ONT
ACQUIS 781 000
HECTARES DE FONCIER
AGRICOLE EN AFRIQUE
EN 10 ANS

OUGANDA :
LE TOURISME,
PILIER DE L'ECONOMIE

TRANSPORT AÉRIEN :
ASKY RELIERA ABIDJAN
À DAKAR

LE NEPAD
PRECONISE UNE
« REVOLUTION VERTE »
POUR ERADICHER LA
FAIM EN AFRIQUE

CAMEROUN :
LA BANQUE
EUROPEENNE
D'INVESTISSEMENT
(BEI) OUVRE SON
BUREAU REGIONAL
D'AFRIQUE CENTRALE A
YAOUNDE

LIBERIA :
EXXONMOBIL VA
EFFECTUER LE FORAGE
DE SON 1ER PUIT
D'EXPLORATION EN
NOVEMBRE



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique du Sud : augmentation de l'inflation à 6,1 % en septembre

En septembre, le taux d'inflation a augmenté à 6,1 % en g.a après 5,9 % en août (unique mois de l'année où le taux d'inflation est resté dans la cible de la Banque centrale). Les prix ont notamment été tirés par les produits alimentaires (+11,3 % en g.a pesant pour 15,4 % de l'indice des prix à la consommation), par la hausse des prix du logement (+5,4 %, 24,5 % de l'IPC) et ceux du poste « divers » (+7,2 %, 14,7 % de l'IPC, comprenant les services financiers et d'assurance, les soins personnels). Sur les 9 premiers mois de l'année, le taux d'inflation s'inscrit à 6,2 % en moyenne. En rythme mensuel, les prix ont crû de 0,2 % en septembre après un recul de -0,1 % en août.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : règlement de l'ensemble des arriérés de paiement dus au FMI

Le FMI a annoncé le règlement par les autorités zimbabwéennes de l'ensemble des arriérés de paiement qui lui étaient dus (environ 108 M USD). Pour cela, les autorités ont transféré une partie de leurs droits de tirage spéciaux (DTS) conservés au Fonds vers le compte du *Poverty Reduction and Growth Trust* du FMI. S'il s'agit d'un pas important vers la reprise de l'aide financière du Fonds, souhaitable au regard de l'adversité de la situation conjoncturelle au Zimbabwe (-0,3 % de croissance attendue cette année et -2,5 % en 2017), les autorités devront au préalable traiter les arriérés restants (Banque mondiale, Banque africaine de développement et créanciers bilatéraux).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique de l'Ouest : appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

La CEDEAO a organisé un atelier de lancement de la troisième vague de projets pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Sept projets, mis en œuvre par des ONG, seront soutenus dans le cadre du Projet d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et s'attacheront à capitaliser sur les bonnes pratiques agricoles dans les différents pays de la CEDEAO. Ce projet régional de 10,4 M EUR, financé par l'AFD, doit (i) renforcer les systèmes d'informations et d'alerte en matière alimentaire, (ii) définir et mettre en œuvre des instruments permettant de réduire l'insécurité alimentaire; et (iii) mettre en œuvre des opérations innovantes améliorant la situation alimentaire des populations les plus vulnérables.

✉ maillote@afd.fr

▼ L'investissement d'impact, une réponse innovante et performante aux objectifs de développement durable en Afrique

Investisseurs & Partenaires (I&P) et la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement international (FERDI) ont publié une étude intitulée « Investir dans le développement en Afrique : comment l'investissement d'impact contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) en Afrique ». Cette étude démontre que l'investissement d'impact offre des opportunités de croissance multiples et diversifiées sur le continent africain. L'étude s'inscrit pour la grande majorité dans le nouvel agenda du Développement international.

✉ news@35nord.com

▼ **CEMAC : le secteur bancaire affecté par la crise économique qui frappe les pays producteurs de pétrole**

Selon le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, par ailleurs Président de la commission bancaire d'Afrique centrale, le portefeuille des crédits s'est dégradé entre juillet 2015 et juillet 2016, avec une montée de 41,6 % des créances en souffrance. Les dépôts bancaires baissent de 1,9 % à 9827 Mds FCFA, du fait de la baisse des dépôts publics. L'excédent de trésorerie est en recul de 16,8 %. Sur la base des comptes provisoires déclarés au 30 juin 2016, 16 banques sur 52 enregistrent une perte nette, contre 14 en juin 2015.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les pays d'Afrique centrale toujours à la traîne dans le classement *Doing Business 2017* de la Banque mondiale**

Le Cameroun réalise la plus grande avancée en Afrique centrale, passant du 172^{ème} rang au 166^{ème} rang sur 190 pays. Le Gabon conserve la première place en Afrique centrale à égalité avec Sao tome et Principe, 164^{ème} au classement mondial. Viennent ensuite le Congo 177^{ème} (-1), la Guinée Equatoriale 178^{ème} (+2), le Tchad 180^{ème} (+3), la RDC 184^{ème} (stable) et la RCA 185^{ème} (stable).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Cap-Vert : le déficit commercial croît de 11 % sur les neuf premiers mois de 2016

Le déficit commercial, a augmenté de 11 % entre janvier et septembre 2016 pour atteindre 395 M EUR, contre 355 M EUR sur la même période en 2015, selon l'Institut national de la statistique. Ce résultat est dû à la baisse de 2 % (40 M EUR) des exportations et à la hausse de 10 % des importations (435 M EUR). Le troisième trimestre est marqué par un déficit commercial de 153 M EUR, avec l'Europe qui reste le principal client et fournisseur du pays (98,5 % des exportations et 83 % des importations dont 47 % pour le Portugal).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : première notation en monnaie locale

L'agence de notation panafricaine *Bloomfield Investment corporation* vient de procéder à la première notation financière en monnaie locale de l'Etat de Côte d'Ivoire. Elle lui a attribué la note « A- » à long terme et la note « A- » à court terme avec des perspectives stables. Les notes de *Bloomfield* varient de « AAA » (risque de défaut extrêmement faible) à BBB. L'agence soutient cette notation par la bonne orientation du cadre macroéconomique du pays et l'amélioration du climat politique. La Côte d'Ivoire dispose depuis 2014 d'une notation de sa dette souveraine libellée en devise. Fin 2015, *Moody's* et *Fitch* ont respectivement relevé la note de long terme du pays de B1 à Ba3 et de B à B+, avec des perspectives stables.

✉ saint-jerôme.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'inflation a atteint 17,9 % en septembre

Selon le Bureau national de la statistique, en glissement annuel, l'inflation a progressé à 17,9 % en septembre 2016, contre 17,6 % en août. Sur une base mensuelle, les prix ont augmenté de 0,8 % en septembre, contre 1 % en août, en baisse continue depuis 4 mois. La hausse des prix alimentaires a progressé de 16,4 % en août à 16,6 % en septembre, tandis que l'inflation sous-jacente a également augmenté de 16,9 % à 17,7 %. Selon l'analyse de *United Capital*, l'inflation devrait continuer à progresser en octobre, en raison notamment de la dépréciation du naira sur le marché parallèle. La Banque centrale du Nigéria avait décidé de maintenir le 20 septembre son taux directeur inchangé à 14 %.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Fitch revoit ses prévisions de croissance à la baisse

Selon l'agence de notation Fitch, le PIB devrait se contracter d'1 % en 2016, alors que les prévisions de croissance précédentes envisageaient une expansion d'1,5 %. La reprise serait limitée à 2,6 % en 2017, avec d'importants risques à la baisse si la liquidité en dollar reste tendue. Ces prévisions incorporent une performance au 1^{er} semestre plus faible que prévue, avec deux trimestres consécutifs de croissance négative (-2,1 % au T2 2016). Cette contraction est principalement liée à la baisse de la production pétrolière, qui est passée de 2,1 M de barils par jour au 1^{er} trimestre à 1,7 M de barils par jour au 2^{ème} trimestre.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : nouvelles mesures de la Banque centrale destinées à limiter la demande de devises**

Selon *Punch*, de nombreuses banques nigérianes viennent d'annoncer la suspension ou la limitation de l'usage des cartes bancaires en naira à l'étranger, que ce soit pour des paiements ou des retraits en devise, en raison de difficultés croissantes à financer ces opérations. Ces annonces interviennent une semaine après que la CBN, à travers le comité bancaire, s'est inquiétée de la manière dont certains consommateurs dépensent des devises à l'étranger à travers leurs cartes bancaires en naira. Conséquemment, l'autorité de régulation avait décidé de bannir les clients des banques dépensant plus de 50 000 USD en devise du marché des changes.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : progression de l'indice des prix à la consommation de 0,3 point**

En glissement annuel, l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation, a atteint 17,2 % en septembre, contre 16,9 % en août, soit une progression de 0,3 point. Il s'agit du plus haut niveau d'inflation depuis 3 mois. La hausse des prix alimentaires s'est établie à 9 % en septembre, contre 8,5 % en août, tandis que les prix des biens non-alimentaires ont progressé marginalement de 0,1 point atteignant 21,6 %. L'objectif du FMI d'atteindre 13,5 % d'inflation en fin d'année semble fortement compromis.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Ghana lève 94,62 M USD grâce à l'émission d'une obligation domestique en USD**

Le gouvernement ghanéen a émis pour la première fois une obligation domestique en USD, permettant de lever 94,62 M USD à un taux d'intérêt de 6 %, soit un coupon inférieur à celui de l'Eurobond en septembre, à 9,25 %. L'objectif initial était d'atteindre une souscription de 50 M USD. Cette obligation s'inscrit dans le plan du gouvernement, qui prévoit de lever 25 Mds GHC (6,5 Mds USD) sur la période août-décembre 2016. La prochaine émission de dette publique devrait avoir lieu en novembre, avec un objectif de 700 M GHC (180 M USD).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : première cotation de la SIB (groupe Attijariwafa) à la BRVM**

La Société Ivoirienne de Banque (SIB) a effectué le jeudi 27 octobre son entrée à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM). La cérémonie s'est déroulée en présence de Daouda Coulibaly, Directeur général de la SIB, Abdourahmane Cissé, ministre auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'État et de Edoh Kossi, Directeur général de la BRVM. Après une offre publique de vente sur 2 M d'actions, soit 20 % du capital, effectuée en juillet dernier, le titre de la banque a été introduit au prix de référence de 14 000 francs CFA par action et largement sur-souscrit. Attijariwafa Bank, est à présent actionnaire majoritaire à hauteur de 75 %, l'État de Côte d'Ivoire restant détenteur de 5 % du capital.

✉ news@35nord.com

▼ Ouganda : le tourisme, pilier de l'économie

Au cours de l'exercice budgétaire 2015/16, le secteur touristique ougandais a généré 2,1 Mds USD, en hausse de 16 % par rapport à 2014/15 et contribuant à hauteur de 10 % au PIB. Selon les autorités ougandaises, ce résultat s'expliquerait, au-delà de l'attrait touristique du pays, par l'amélioration des infrastructures et l'augmentation de la capacité hôtelière. Les 1,7 million de visiteurs étrangers proviennent à 71 % du Kenya, du Rwanda, de la RDC et du Soudan du Sud. Le secteur représente un volume d'1,17 million d'emplois (+1,7 %) en 2015/16. Paradoxalement, ce secteur, qui est la première source de devises étrangères du pays, ne représente que 0,2 % du budget de l'Etat, soit la deuxième plus faible dotation devant l'information et la communication.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : forte baisse des ventes de véhicules

Les ventes de véhicules ont diminué de 22,4 % sur les trois premiers trimestres de l'année 2016 en glissement annuel. 60 391 véhicules auraient ainsi été immatriculés entre janvier et septembre selon le KNBS, contre 77 902 véhicules pour la même période en 2015. En novembre 2015, le gouvernement avait mis en place un droit d'accise compris entre 150 et 200 000 KES sur les ventes de véhicules avant de revenir sur cette décision en septembre 2016. Aujourd'hui, seuls les véhicules importés sont taxés à 20 % de leur valeur d'importation. L'ancien système de taxation avait des effets négatifs sur l'industrie automobile locale, sur les ventes comme sur les emplois.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Gabon : adoption du projet de loi de finances 2017

Le dernier conseil des ministres a adopté le projet de loi de finances pour 2017, évaluant les ressources de l'Etat à 2 477,5 Mds XAF, en baisse de 148,5 Mds (-6 %) par rapport à 2016. Composé pour les ¾ des ressources propres (1 858,4 Mds XAF), ce projet de budget se caractérise par une forte contribution du secteur hors-pétrole (55 % du total). Les recettes pétrolières sont prévues en baisse de 122,1 Md XAF. Les dépenses d'investissement sont prévues en baisse à 392,1 Mds XAF (-30 %). Le taux de croissance du PIB est prévu à 4,5 % (contre 4,6 % dans la précédente loi de finances).

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : inflation au troisième trimestre 2016

Selon l'Institut national des statistiques de Guinée Equatoriale, le taux moyen annuel au troisième trimestre est en hausse : 1,2 %, après 0,6 % au deuxième trimestre 2016, tiré par l'augmentation des prix alimentaires (+0,5 %). Au troisième trimestre 2015, l'inflation était de 2,1 %.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ RDC : budget 2017 en recul par rapport au budget révisé de 2016

Le projet du budget de l'exercice 2017, déposé à l'Assemblée nationale le 25 octobre, s'élève à 5 672 Mds CDF ; cela représente une baisse de 15,3 % par rapport au budget révisé de 2016 (6 694 Mds CDF, après une réduction de 22 % en cours d'année par rapport au budget initial). Ceci est notamment le résultat de la chute des cours des matières premières dont dépend fortement la RDC. Afin de compenser partiellement la chute du budget, le gouvernement a décidé le 14 octobre un renforcement de la cure d'austérité au sein des institutions de l'Etat.

✉ alexandre.galicier@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Niger : adoption de la loi sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme par les députés

L'Assemblée nationale nigérienne a adopté le 20 octobre une loi relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Le Niger est déjà partie prenante à toutes les conventions internationales de lutte contre la criminalité financière. Cette nouvelle loi vient donc confirmer l'engagement du pays contre ces menaces et lui permet d'entériner la directive de l'UEMOA n°02/2015/CMAJEMOA du 2 juillet 2015, qui favorise l'élaboration d'un dispositif législatif et organisationnel communautaire.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Gabon : vers un règlement de la dette intérieure ?

La Confédération patronale gabonaise (CPG) et le gouvernement ont signé un protocole d'accord portant sur le règlement de la dette de l'Etat, d'un montant de 100 Mds FCFA sur une période de cinq ans. Cet accord valide le montant de la dette hors budget arrêtée au 31 décembre 2014, des sociétés membres de la CPG et détermine le chronogramme de son apurement. Il ne prend pas en compte les dettes arrêtées au 31 décembre 2015, relatives aux conventions signées avec la Direction générale de la dette, les dettes courantes arrêtées au 31 décembre 2014 enregistrées au trésor et les dettes relatives aux remboursements des crédits de TVA arrêtées au 31 décembre 2015.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée Equatoriale : organisation d'une table ronde aux Etats-Unis sur les opportunités d'investissement

L'ambassade de Guinée Equatoriale aux Etats-Unis a organisé courant octobre, une table ronde réunissant notamment les ministres équato-guinéens de l'Economie et des Finances, ainsi que plusieurs entreprises américaines (Hess, Baker Hugues, Arvida Nautical Holdings, etc.) afin d'échanger sur le climat des affaires et sur les opportunités d'investissement qu'offre la Guinée Equatoriale dans le cadre de la diversification économique (pêche, agriculture, énergie, services financiers, tourisme). Lors de cette réunion, les intervenants ont évoqué le programme de protection de la biodiversité de Bioko (BBPP) avec la possibilité d'étendre le projet sur la partie continentale.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ RDC : des allègements fiscaux bientôt accordés pour faciliter l'importation des produits de première nécessité

A la suite d'une réunion le 19 octobre entre le gouvernement et les représentants du patronat congolais (FEC, FENAPEC, COPEMECO), il a été convenu que des allègements fiscaux ainsi que des réductions des contrôles économiques et fiscaux aux frontières seront accordés aux opérateurs économiques, et ce pour une durée de 3 mois. Une réunion doit avoir lieu dans les jours à venir afin de définir les entreprises concernées par ces réductions, ainsi que leur montant.

✉ alexandre.galicier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Burkina Faso : la BAfD finance un programme d'électrification

Le 18 octobre, le ministre burkinabé de l'Economie, des Finances et du Développement et la Banque africaine de développement ont signé un accord de don et un accord de prêt d'un montant total de 23 Mds FCFA (34,5 M EUR). Ces financements permettront d'électrifier les zones périurbaines de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso.

✉ claire.latouche@sciencespo.fr

▼ Côte d'Ivoire : la BAfD finance un projet de développement du secteur industriel à hauteur de 12,6 M EUR

Le gouvernement ivoirien a procédé le 18 octobre au lancement du Projet de renforcement de la compétitivité du secteur industriel (PARCSI). Ce projet est porté par le ministère ivoirien de l'Industrie et des Mines. Il vise à stimuler la compétitivité des industries ivoiriennes et à favoriser l'adaptation à la libéralisation des marchés dans le cadre des accords de libre-échange. Son coût global s'élève à 14,4 M EUR. L'essentiel du financement est assuré par la Banque africaine de développement (87 %, soit 12,6 M EUR). Le reliquat sera financé par l'Etat (13 %, 1,8 M EUR).

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : le Japon apporte un appui financier de 2,4 M EUR pour renforcer la sécurité alimentaire

L'appui s'inscrit dans le cadre de la promotion du développement agricole et de l'atteinte à l'autosuffisance alimentaire à travers le programme d'aide alimentaire (KR) et le programme non remboursable pour les agriculteurs défavorisés (KRII). Parmi les projets figurent : (i) la construction de 101 magasins de stockage dans les communes les plus vulnérables et de banques de céréales dans 703 communes, (ii) le projet d'appui à la contre-saison maraîchère dans les zones vulnérables, (iii) l'aménagement de périmètres irrigués et des puits à grand diamètre. L'aide financière devrait couvrir les besoins alimentaires de près de trois millions de personnes en cas de pénurie.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement approuve un projet de port industriel de 500 M USD

Le gouvernement fédéral a approuvé le 12 octobre 2016 le développement d'un port industriel de 500 M USD à Badagry Creek (Apapa), qui doit être réalisé par le conglomérat Modandola Group. Le port, qui permettra l'accostage de navires de 50 000 tonnes de port en lourd, sera géré par Modandola, en collaboration avec ses partenaires étrangers à travers le fonds commun de créance *Creek Road Multipurpose Terminal Limited* (CRMPT). A terme, ce projet devrait entraîner l'arrivée d'IDE, un accroissement des recettes publiques, et la création d'installations portuaires spécialisées en fret industriel.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : priorité aux prêts concessionnels des institutions de développement multilatérales plutôt qu'à l'émission d'un Eurobond**

A l'occasion de la présentation du *Regional Economic Outlook* du FMI le 25 octobre, le ministre des Finances kenyan a indiqué que l'émission d'obligations souveraines n'était pas à l'ordre du jour et que le gouvernement cherchait en priorité à financer ses projets d'infrastructures et de développement grâce aux prêts concessionnels d'institutions multilatérales telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Ce choix devrait permettre de limiter la hausse du service de la dette dans un contexte de finances publiques dégradées, avec un déficit public prévu à 9,4 % en 2016 (après 8,3 % en 2015) et une dette publique à 53,1 % en 2016 (après 51,2 % en 2015).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Ethiopie : adhésion à l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique**

L'Ethiopie vient de rejoindre l'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA), une agence d'assurance panafricaine qui couvre le risque politique et le risque de crédit commercial. Cette adhésion devrait permettre à l'Ethiopie d'attirer davantage d'investisseurs, notamment dans les domaines prioritaires de l'électricité et de l'éclairage ou de l'alimentation. L'Ethiopie a bénéficié d'une assistance financière de la Banque africaine de développement de 7,5 M USD pour lui permettre d'acquérir des parts de l'ACA. Créée en 2001, l'ACA compte désormais 12 membres et espère en regrouper 23 d'ici 5 ans.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : signature d'accords avec le Maroc**

Lors d'une visite d'Etat de trois jours, le Roi du Maroc et le Président rwandais ont signé 19 accords pour renforcer les relations bilatérales entre leurs deux pays. Les parties ont notamment signé un accord visant à la création d'un fonds dédié à la microfinance pour l'Afrique de l'Est, siégeant à Kigali et qui sera doté de 300 M USD. La banque marocaine *Attijariwafa Bank* a de plus pris le contrôle, à hauteur de 76,2 %, de *Cogebanque*, 3^{ème} banque du pays, pour un montant de 41 M USD. L'entreprise marocaine *Cooper Pharma* s'est quant à elle engagée à construire une usine de production de médicaments, qui sera opérationnelle en 2019. Cette visite fait suite à une visite de Paul Kagamé au Maroc en juin dernier.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

▼ **Séoul promet 5 Mds USD pour l'Afrique**

La Corée du Sud, qui est sortie de la pauvreté en deux décennies, veut accroître les relations économiques et la coopération avec le continent, a annoncé le ministre de la Stratégie et de la Finance sud-coréen à l'occasion de la Koafec (*Korea-Africa economic cooperation*) tenue à Séoul du 24 au 27 octobre. Yoo Il-Ho a annoncé l'intention de la Corée du Sud de consacrer 5 Mds de dollars à des projets en Afrique. Ce montant sera financé sur la période 2017-2018, selon le ministre de la Stratégie et de la Finance ayant ajouté que dix Mds pourraient suivre à moyen-terme.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Appui à la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée

En marge du Sommet de l'Union africaine de Lomé, Expertise France a lancé un projet d'appui à la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, cofinancé par l'UE (7,5 M EUR) et le Danemark (1,785 M EUR) sur la période 2016-2020. Le projet GoGIN (Réseau interrégional du Golfe de Guinée) concerne l'ensemble des pays riverains du Golfe. Il vise à établir un réseau régional de partage d'information et à améliorer les capacités régionales de coordination et de pilotage stratégique dans le domaine maritime. Dans la continuité du projet CRIMGO, mis en œuvre par EF entre 2012 et 2016, l'agence appuiera la mise en œuvre de l'architecture de Yaoundé, ainsi que le plan d'action de l'UE pour le Golfe de Guinée.

✉ isabelle.de-selys@expertisefrance.fr

▼ Cameroun : la Banque européenne d'investissement (BEI) ouvre son bureau régional d'Afrique Centrale à Yaoundé

Pim Van Ballekom, Vice-président de la BEI a séjourné au Cameroun les 20 et 21 octobre 2016 dans le cadre d'une visite de travail qui a été marquée par l'ouverture du bureau régional de la banque à Yaoundé. Outre des investissements dans les infrastructures, la BEI souhaite intervenir dans la sous-région, dans le développement des PME, l'agriculture, la sécurité alimentaire. La BEI est partenaire du Cameroun depuis 1965, avec des prêts d'un montant global de 350 Mds FCFA, ayant bénéficié à des projets tels que le barrage hydroélectrique de Lom-Pangar, celui de Nachtigal, la centrale à gaz de Kribi et des projets d'adductions d'eau potable dans plusieurs villes du pays.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : deux nouveaux projets hydroélectriques pour Eranove

Le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) et le groupe industriel Eranove ont signé deux conventions de concession avec le Gabon pour la conception, le financement, la construction et l'exploitation des centrales hydroélectriques de Ngoulmendjim et Dibwangui. Chaque convention de concession est conclue pour 30 ans. La centrale de Ngoulmendjim, d'une puissance installée estimée à 73 MW (mégawatts), avec un productible annuel estimé de 500 gigawattheures (Gwh), sera située à 125 km de Libreville, sur le fleuve Komo. La centrale de Dibwangui, sur la rivière Louetsi, d'une puissance installée estimée à 15 MW et un productible annuel estimé de 90 Gwh, sera située au sud-ouest du pays à 152 kilomètres de Mouila, capitale régionale de la Ngounié.

✉ ma@35nord.com

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique : le NEPAD préconise une « révolution verte » pour éradiquer la faim en Afrique

Le NEPAD vient de publier un rapport sur l'élimination de la faim en Afrique, faisant suite à l'engagement des Chefs d'Etat, dans la déclaration de Malabo en 2014, d'éradiquer la faim chronique d'ici 2025 en passant de 19 % à 5 % de la population en situation d'insécurité alimentaire. Le NEPAD considère que la production agricole devra progresser de 61 % par rapport à 2015. Cette hausse de la production nécessite une hausse de la superficie agricole de 39 M ha, une progression des rendements de 3,2 % par an et une réduction de 9 % des pertes post-récolte. Le NEPAD recommande également une hausse des aides publiques à destination des ménages pour soutenir la consommation alimentaire.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : les investisseurs sud-africains ont acquis 781 000 hectares de foncier agricole en Afrique en 10 ans

Selon la *Land Matrix* la superficie des acquisitions à grande échelle de terres agricoles effectuées par des investisseurs sud-africains au cours des 10 dernières années sur le reste du continent s'élève à 781 000 hectares. Les 3 principaux pays de destination des investissements sont le Mozambique, la Zambie et le Ghana et un tiers des superficies concernés par ces contrats est destiné à la production de biocarburants. L'Afrique du Sud est le 6^{ème} pays en termes d'investissements à grande échelle sur le continent.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : AdVini acquiert 2 nouvelles propriétés viticoles

Le groupe français AdVini spécialisé dans le négoce et la production de vin de terroir, vient d'acquérir 2 domaines haut de gamme dans la région viticole de Stellenbosch : Ken Forrester Vineyards (36 ha, 130 000 caisses commercialisées, 54 % à l'export) et Bonheur Wine Estate (72 ha, 25 000 caisses commercialisées, 80 % à l'export) anciennement détenu par le leader sud-africain Distell. AdVini accroît ainsi sa présence en Afrique du Sud où il avait pris le contrôle d'un premier domaine en 2010, l'Avenir Wine Estate (70 hectares). Le groupe souhaite créer un nouveau pôle de développement et dupliquer son modèle en Afrique du Sud.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : cession d'usines de transformation de produits agricoles à des opérateurs privés

Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ont présenté au conseil des ministres du 19 octobre une communication conjointe relative à la cession de six usines de transformation de produits agricoles et des rizeries de Glazoué et de Malanville à des opérateurs privés.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : amélioration des revenus issus de la pêche**

Au cours du 1^{er} semestre 2016, le secteur de la pêche affiche une production de 413 243 tonnes, en hausse de 32 % par rapport à la période de 2015. Cette performance est essentiellement due à l'entrée en vigueur de l'accord de pêche avec l'UE. Les recettes budgétaires tirées de la pêche ont atteint 45 M EUR, soit une augmentation de 100 % par rapport à 2015 et de 123 % par rapport aux prévisions de la loi de finances 2016. La pêche et ses activités annexes représentent 6 % du PIB.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Le sud-africain Eskom et le mozambicain Hydro Cahora Bassa réclament au Zimbabwe le paiement d'arriérés de l'ordre de 25 M EUR**

Le Zimbabwe importe plus de 30 % de son électricité et doit 17 M EUR à Eskom ainsi que 8 M EUR à Hydro Cahora Bassa. Les deux électriciens ont exigé le paiement de ces arriérés respectivement pour fin décembre et fin novembre. La compagnie nationale de distribution d'électricité a affirmé son objectif d'éviter tout délestage.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : l'opérateur Eskom revient au centre de l'appel d'offre nucléaire**

Le nouveau modèle de préparation de l'appel d'offre nucléaire remet Eskom au centre du jeu. La presse se fait l'écho de tensions entre le ministère de l'Energie (coordinateur du programme) et l'opérateur. Le plan de ressources intégré n'est toujours pas révisé (il date de 2010) et Eskom refuse toujours de signer de nouveaux contrats avec des fournisseurs privés d'électricité. Selon l'opérateur, le développement du parc électronucléaire permettra d'assurer une source d'électricité sûre et bon marché. Par ailleurs, le transfert de responsabilité vers Eskom pourrait être un signal positif pour l'offre française, dont les acteurs interviennent sur l'unique centrale nucléaire africaine de Koeberg depuis trente ans.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : inauguration du quai commercial de Guinea Alumina Corporation**

Le nouveau quai commercial de Guinea Alumina Corporation (GAC), situé dans la ville portuaire minière de Kamsar, a été inauguré le 19 octobre en présence du Chef de l'Etat Alpha Condé. Ce nouveau quai permettra aux navires d'une capacité d'environ 10 000 tonnes de transporter des matériaux nécessaires pour la réalisation des travaux du chemin de fer qui doit relier la mine de GAC (située dans la préfecture de Sangaredi à l'Ouest du pays) au chemin de fer de la Compagnie de la bauxite de Guinée. Ce port minéralier sera une opportunité d'affaires dans cette région et permettra également de faire écouler d'autres produits non miniers vers l'extérieur.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : prise de participation de l'Etat dans le capital de la société minière Komana-SA**

Un projet de loi vient d'être adopté par le conseil des ministres afin d'autoriser la participation de l'Etat malien au capital de la société des mines de Komana (SMK- SA), à hauteur de 20 %. Cette société a été chargée d'assurer le traitement de près de sept millions de tonnes de minerai, en plus de la production d'environ 632 000 onces d'or pendant six ans et demi. L'investissement est estimé à 72,5 M EUR. En phase de production, le projet devrait générer 307 emplois permanents.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : réouverture des bureaux du minier sud-africain Randgold**

Le gouvernement malien vient d'autoriser la réouverture des bureaux des sociétés contrôlées par *Randgold Resources* dans la capitale Bamako, deux semaines après leur fermeture suite à un litige fiscal. Les discussions pour résoudre le différend sont en cours et devraient permettre aux deux parties de parvenir rapidement à un accord. Selon l'administration fiscale, *Randgold Resources* doit environ 70 M EUR d'impôts. Les revenus miniers de *Randgold* au Mali représentent entre 7 et 11% du PIB du pays. Le Mali produit environ 50 tonnes d'or par an.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : inauguration de la centrale photovoltaïque (Senergy 2) à Bokhol**

La première centrale photovoltaïque du Sénégal, réalisée par le groupement français Greenwish Partners et Vinci, a été inaugurée le 22 octobre dernier. D'une capacité de 20 MW provenant de 75 600 panneaux installés sur 35 ha, elle produit à Bokhol (département de Dagana) de l'électricité qui est injectée sur le réseau de la SENELEC dans le cadre d'un contrat d'achat d'énergie de 20 ans. La Caisse des dépôts et de consignations sénégalaise a participé pour 3,2 Mds FCFA à l'investissement total de 17 Mds FCFA. La centrale permettra d'éviter une émission annuelle de 25 000 tonnes de CO2. Senergy 2 va fournir de l'électricité à 160 000 personnes et devient ainsi le plus grand site de production indépendante d'énergie solaire en Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr ; ma@35nord.com

▼ **Nigéria : hausse de la production de pétrole de 280 700 b/j en septembre**

Selon l'OPEP, la production de pétrole est passée de 1,104 M de barils par jour (b/j) en août à 1,385 M de b/j en septembre. D'après les récentes déclarations du ministre d'Etat aux Ressources pétrolières, la production pourrait encore augmenter d'ici la fin de l'année, pour atteindre 2,2 M de b/j, avec la levée de la force majeure sur la plupart des gammes de brut nigérian. La NNPC vient de décider de réduire le prix de la plupart des pétroles nigériens d'1 USD, afin d'augmenter la part de marché des bruts du pays et de rétablir leur compétitivité. Selon Bloomberg, les négociants pétroliers militaient pour cette mesure.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : signature d'un accord avec l'Inde dans le domaine du pétrole et du gaz**

Selon cet accord, le gouvernement indien payera en avance ses achats de pétrole et de gaz nigérian, qui seront ensuite livrés sur plusieurs années dans le cadre de contrats à terme. Les entreprises publiques indiennes pourront également coopérer avec le Nigéria dans les domaines de l'exploration, de la production et du raffinage de pétrole et de gaz, dans le cadre d'accords intergouvernementaux. Les autres termes de l'accord incluront une coopération avec les entreprises publiques indiennes dans les domaines de l'exploration-production et du raffinage au Nigéria. Enfin, certaines entreprises indiennes se verront octroyer des contrats à long terme de fourniture de pétrole et pourront réaliser au Nigéria des projets d'infrastructures.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : ExxonMobil annonce son retrait du *downstream***

Selon *This Day*, ExxonMobil vient de décider de se retirer du secteur *downstream* au Nigéria en vendant sa participation de 60 % dans Mobil Oil Nigeria à la société nigériane NIPCO. Cette transaction, qui est l'une des plus importantes pour le secteur *downstream* ces dernières années, doit encore être validée par les autorités de régulation (*Securities and Exchange Commission, Nigerian Stock Exchange*). Avec la vente de la participation d'ExxonMobil dans Mobil Oil, Total est désormais la seule compagnie pétrolière internationale (IOC) qui opère dans le secteur *downstream* au Nigéria.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigeria : les Vengeurs du Delta revendiquent une nouvelle attaque contre un oléoduc**

Le groupe rebelle des Vengeurs du Delta du Niger (NDA) a revendiqué la destruction d'un oléoduc de la compagnie américaine Chevron dans le sud du pays, à quelques jours de pourparlers prévus avec des membres du gouvernement du président Muhammadu Buhari, qui visent à mettre un terme aux attaques répétées des infrastructures du pays. Les majors pétrolières (Shell, Exxon, Chevron...) sont régulièrement attaquées depuis le début de l'année et récemment, Emmanuel Ibe Kachikwu, le ministre du Pétrole, rapportait que 1 600 oléoducs avaient été vandalisés depuis janvier. Les Vengeurs du Delta du Niger réclament que 60% des blocs pétroliers, détenus par des majors internationales soient attribués aux communautés locales.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Libéria : ExxonMobil va effectuer le forage de son 1^{er} puits d'exploration en novembre**

Selon l'Agence Ecofin, la filiale libérienne d'ExxonMobil projette de forer un puits en eau profonde dans le bloc LB-13, situé à 80 km des côtes, au début du mois de novembre. Le groupe américain possède 70 % du bloc offshore LB-13, en joint-venture avec l'entreprise canadienne *Canadian Overseas Petroleum* (COPL) qui contrôle les 30 % restants. Cet actionariat a été défini dans le cadre d'un accord de partage de la production, validé en 2012 par la compagnie pétrolière nationale libérienne (NOCAL). Le Libéria, avec 17 blocs en eau profonde, possède des réserves estimées en 2012 à plus d'un milliard de barils.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : Sula Iron & Gold lève des fonds pour développer son projet aurifère Ferensola**

D'après l'Agence Ecofin, afin de faire avancer le développement de son projet d'or Ferensola en Sierra Leone, la compagnie minière Sula Iron & Gold a effectué une levée de fonds de 400 000 USD par le placement de 304,6 M de nouvelles actions ordinaires au prix unitaire de 0,1p. Ces actions ont été souscrites par la société privée Madini Occidental, lui permettant d'acquérir une participation de 26 % dans le capital de Sula Iron & Gold et de nommer deux de ses cadres au conseil d'administration. Le projet Ferensola comprend des droits d'exploration couvrant une superficie de 152 km² et se situe dans la ceinture de roches vertes Sula-Kangari en Sierra Leone.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Afrique du Sud : la province du Gauteng a présélectionné trois offres pour fournir douze nouveaux trains au Gautrain, dont celle du consortium d'Alstom**

En raison du dépassement des prévisions de transport de passagers aux heures de pointe du Gautrain, le gouvernement de la province du Gauteng a lancé un appel d'offre pour fournir douze nouveaux trains à 4 voitures. Figuraient également dans cet appel d'offre le développement de nouveaux dépôts et la modernisation du système de signalisation du Gautrain. Parmi les offres reçues en mars dernier, les consortiums respectivement menés par le canadien Bombardier Transportation (fournisseur de la flotte actuelle), le chinois CRRC E-LoCo Supply et Alstom Afrique du Sud pourront répondre à l'appel d'offre définitif.

✉ jean-baptiste.dabezies@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Volkswagen SA se dote de 320 nouveaux robots pour dynamiser sa chaîne de production**

L'usine de Volkswagen à Uitenhage (Western Cape) vient de bénéficier de 320 nouveaux robots dans le cadre d'un plan d'investissement important, évalué à 4,5 Mds ZAR (294 M EUR). Selon Thomas Schaefer, Managing Director de Volkswagen Group en Afrique du Sud, ces nouvelles machines vont permettre aux employés de se concentrer sur des tâches nécessitant une expertise. Toujours selon Schaefer, ces nouvelles installations mènent l'usine vers une production plus intéressante sur les plans quantitatif et qualitatif. L'entreprise s'est déjà illustrée sur le territoire sud-africain en créant le premier site de production neutre en CO₂ à Pinetown (KwaZulu-Natal) pour sa filiale MAN Truck & Bus.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : le groupe Dangote rachète une société de traitement de gaz aux Pays-Bas**

D'après le *Daily Trust*, le groupe Dangote a complété l'acquisition de Twister BV, une société hollandaise de traitement de gaz. La société rachetée devrait aider à la conception et la construction des usines de traitement de gaz, qui sera transporté par le pipeline sous-marin construit par le groupe (EWOGGS) vers différents consommateurs finaux (industries, centrales électriques).

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : du nouveau dans le secteur des fertilisants

Le groupe Dangote vient d'annoncer que son usine de fabrication d'engrais, d'une valeur de 2 Mds USD, devrait entrer en service d'ici la fin de l'année 2017. La future infrastructure sera basée à Lagos et disposera d'une capacité de production de 3 M de tonnes d'engrais. Le secteur intéresse également des entreprises étrangères avec l'annonce la même semaine de l'acquisition d'une part minoritaire dans l'entreprise Indorama par le dubaïote Abraaj. Ce premier est présent en Afrique via sa filiale au Nigéria. Alors que le marché africain des fertilisants est considéré comme inexploité à cause du faible niveau de consommation d'engrais, les filières africaines attirent de plus en plus les grands groupes internationaux.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Mauritanie : un nouveau complexe touristique qatari

La société qatarie *Ghanem Lehdeiffi* a posé la première pierre d'un vaste complexe touristique qui va être construit à Nouakchott. Le coût de l'investissement est estimé à 16 M USD. Le projet comprend la construction de deux hôtels, de 386 résidences, de plusieurs centres commerciaux et des installations de loisirs et sports. Les travaux se dérouleront sur 20 mois.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Sciences Po Executive Education et le patronat ivoirien ensemble pour promouvoir la formation continue

L'événement s'est tenu le lundi 24 octobre à la Maison de l'Entreprise siège de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) devant plus de soixante patrons et cadres supérieurs ivoiriens. En présence du Dr. Vlafahi Meite, Directeur Exécutif de la CGECI et de Nicolas Péjout, Directeur de Sciences Po Executive Education deux programmes de formation ont été présentés à cette occasion : l'Executive Master Politiques et management du développement - Potentiel Afrique et le certificat LeAD Campus – Leaders pour l'Afrique de demain.

✉ news@35nord.com

▼ Kenya : licenciements dans l'industrie bancaire

Sidian Bank, vingt-deuxième banque kenyane (0,6 % de part de marché) a annoncé vouloir licencier 108 salariés, soit un cinquième de son effectif. Cette annonce suit celle faite par la Family Bank (2,4 % de part de marché), qui propose à ses salariés un plan de départs volontaires à la retraite. Les difficultés de ces deux banques sont symptomatiques de celles rencontrées par la majorité des petites et moyennes banques. Confrontées au plafonnement des taux d'intérêt bancaire, ces dernières sont contraintes de réduire leurs coûts d'exploitation.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Madagascar : restructuration de la compagnie aérienne nationale

Contrainte de s'adapter à un contexte d'ouverture progressive du ciel malgache, la compagnie publique Air Madagascar cherche à faire entrer dans son capital un partenaire stratégique dans le cadre de son plan de redressement. Avec le soutien de la banque mondiale, Air Madagascar a lancé en avril 2016 un appel à manifestation d'intérêts. Le 18 octobre, la compagnie a annoncé que le cabinet IOS Partners avait été mandaté pour sélectionner son futur partenaire avant fin 2016. Quinze investisseurs se sont manifestés auprès d'Air Madagascar – dont un, Air Mauritius, l'a fait publiquement. Au terme du processus, l'Etat devrait conserver au moins 51 % du capital. Air Madagascar dessert actuellement 18 destinations avec dix avions.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Corsair entend développer sa desserte dans l'océan Indien

A l'occasion de la célébration du 20^{ème} anniversaire du lancement de la ligne Paris-Tananarive, la compagnie aérienne Corsair a annoncé le 19 octobre son intention de lancer une nouvelle liaison entre Madagascar et La Réunion à partir de 2017. Le gouvernement malgache a laissé entendre que son soutien était acquis. L'ouverture de cette ligne régionale viendrait concurrencer Air Madagascar, qui opère déjà cette ligne en code partagé avec Air Austral. Corsair a également demandé les droits de trafic sur l'axe Réunion-Maurice (en concurrence avec Air Austral et Air Mauritius). Quant à la liaison Réunion-Mayotte de Corsair, elle devrait être lancée le 24 janvier 2017.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : un studio de cinéma sera construit dans la Smart City du groupe Omnicane

A l'occasion d'un atelier consacré à l'avenir de l'industrie du 7^{ème} art, le ministre des Finances, Pravind Jugnauth, a annoncé la mise en place de nouvelles mesures incitatives (*Film Rebate Scheme*) pour encourager le développement des activités cinématographiques à Maurice. De son côté, le groupe privé mauricien Omnicane confirme son intention d'inclure des studios de cinéma dans la Smart City « Mon Trésor » en cours d'aménagement à proximité de l'aéroport international. Le groupe de production cinématographique britannique *Pinewood Studios* aurait manifesté son intérêt pour ce projet. L'infrastructure, qui devrait s'étaler sur 5 500 m², sera installée dans une ancienne sucrerie.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : mise sous tutelle de Crane Bank par la banque centrale

Le gouverneur de la Banque centrale ougandaise aurait annoncé la mise sous tutelle de *Crane Bank* – troisième banque du pays - le 20 octobre dernier. La banque serait sous-capitalisée et présenterait un risque systémique sur l'industrie locale. Le gouverneur a par ailleurs assuré que *Crane Bank* restera ouverte et que ses opérations se poursuivront normalement. Il s'agit des seuls éléments communiqués à ce stade. *Crane Bank*, détenue à 48,7 % par l'homme d'affaires ougandais Sudhir Ruparelia, est une banque dont l'activité se concentre sur les services aux entreprises (PME) et aux particuliers. Les pertes avant impôts enregistrées en 2015 s'élevaient à 2,1 M USD contre 16,6 M USD de profits enregistrés en 2014.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ Ouganda : lancement du recensement des véhicules motorisés

Le gouvernement ougandais a démarré le recensement des véhicules circulant dans le pays, ce qui n'a pas été fait depuis 1998. Pour cela, il a installé des compteurs automatiques du trafic sur différents axes routiers du pays. Si le nombre de véhicules motorisés en circulation est estimé entre 700 000 et 1,2 million, aucune donnée fiable n'est disponible à ce jour en raison des mouvements non déclarés (vols, désossage, abandon et importations illégales de pays voisins) auprès de l'*Uganda revenue Authority*, en charge de leur enregistrement.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : Abu Dhabi Airports bien positionné pour le projet de nouvel aéroport international aux Seychelles

Un protocole a été signé entre le gouvernement seychellois et la compagnie des aéroports d'Abu Dhabi (*Abu Dhabi Airports Company / ADAC*) en vue de la construction d'un nouvel aéroport international à Victoria, capitale des Seychelles. L'actuel aéroport, inauguré au début des années 70, est quelque peu vétuste et ne correspond plus aux attentes d'une infrastructure qui reçoit annuellement près de 280 000 visiteurs. Le coût du nouveau terminal, qui devrait être opérationnel en 2019 ou 2020, est estimé à environ 150 M USD. Depuis 2012, *Air Seychelles*, la compagnie nationale de l'archipel, est détenue à 40 % par *Etihad Airways* (Abu Dhabi).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Asky reliera Abidjan à Dakar

A partir du 1^{er} novembre la compagnie aérienne Asky, basée à Lomé (Togo), commencera à relier Abidjan à Dakar par un vol quotidien d'une durée de 3 heures. La compagnie à vocation panafricaine qui dessert à ce jour 22 villes de 19 pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale assurera des vols avec un Boeing 737 en provenance de Lomé. Une rotation sur laquelle elle sera concurrencée par Air Côte d'Ivoire, Kenya Airways et Mauritania Airlines. Créée en 2010 par des institutions régionales comme la Banque d'investissement et de développement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Ecobank, Asky a transporté 510 000 passagers en 2015 et table cette année sur un objectif de 700 000 voyageurs.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : Bouygues et Sagemcom obtiennent un contrat d'extension de fibre optique

Suite à un appel d'offres international lancé l'an dernier, le consortium formé par Bouygues, Sagemcom et l'opérateur marocain Cegelec a été retenu pour la mise en œuvre du projet d'extension de la fibre optique en Côte d'Ivoire. Le projet consiste à déployer 5000 kms de câbles dans le pays, pour un coût total d'environ 150 M EUR. La Côte d'Ivoire compte à ce jour 2000 kms de câbles de fibre optique.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : attribution d'un contrat au groupement Gide Loyrette/Me Carthy Tetraud/ Abdel Hamid

Le groupement Gide loyrette/Me Carthy Tetraud/ Abdel Hamid, vient d'être désigné attributaire définitif du marché de Conseiller juridique chargé de l'assistance au gouvernement pour le développement du projet d'exploitation du gaz offshore de Banda.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : L'ASECNA suspend les avions d'ECAir pour endettement

La compagnie nationale aérienne, *Equatorial Congo airlines* (ECAir) a été mise au sol et suspendue sur toutes les plates-formes de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), depuis le 20 octobre. Cette suspension a été justifiée par le niveau d'endettement de la compagnie vis-à-vis de l'agence. Le montant des impayés n'a pas été communiqué.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Burkina Faso : mission du FMI

Dans le cadre de la 6^{ème} revue du programme 2014-2016 soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) et au titre de l'Article IV, une mission du Fonds monétaire international (FMI) séjourne à Ouagadougou du 18 au 31 octobre 2016.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : mission du FMI

Une mission des services du FMI séjournera à Niamey du 25 octobre au 7 novembre 2016, en vue de mener les discussions au titre de l'Article IV et de la mise en place d'un nouveau programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). La précédente revue du FMI (8^e) a eu lieu du 25 avril au 9 mai 2016 et s'est clôturée par le décaissement de 12,34 M de DTS, soit environ 17,5 M USD.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Congo : Brazzaville abrite, du 27 au 28 octobre, la 42^{ème} session du Conseil des ministres de l'OHADA

Deux points ont été inscrits à l'ordre du jour de la 42^{ème} session du conseil des ministres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), organisée du 27 au 28 octobre à Brazzaville. Le premier point consistera à adopter, à l'issue du conseil, le budget de l'institution exercice 2017 et le deuxième, à examiner le budget 2015. Cette session a été précédée d'une plénière qui a réuni les experts pour examiner l'avant-projet du nouvel Acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière des entreprises. Le projet de texte définitif sera transmis à la Cour commune de justice et d'arbitrage pour avis.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Forum d'affaires Turquie-Afrique

Les 2 et 3 novembre, à Ankara, des chefs d'entreprise venus de presque tout le continent rencontreront leurs homologues turcs dans le cadre du premier forum d'affaires Turquie-Afrique. Ce rendez-vous confirme la volonté affichée depuis quelques années par Ankara d'étendre son influence diplomatique et commerciale aux économies africaines les plus prometteuses. Avec un double objectif : renforcer sa position sur la scène internationale et capter de nouveaux marchés au profit des compagnies turques. En 2009, la Turquie disposait de seulement 12 ambassades en Afrique, dont cinq en Afrique du Nord. Aujourd'hui, Ankara en compte 39 sur le continent. Et les pays africains le lui rendent bien, avec 32 ambassades dans la capitale turque, contre 10 en 2011.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

